

**RAPPORT D'ACTIVITÉ  
PORTANT SUR L'ANNÉE 2018**

**RAPPORT D'ACTIVITÉ  
DE LA COMMISSION DE SURENDETTEMENT DES PARTICULIERS  
DE LA MOSELLE**

*Rapport établi conformément à l'article R.712-12 du Code de la consommation<sup>1</sup>*

**Préambule**, la commission de surendettement des particuliers de la Moselle est compétente pour l'ensemble du département. Elle s'est réunie à 22 reprises au cours de l'année sous revue.

**Principaux éléments relatifs à l'activité de la commission**

**Dépôts de dossiers et redépôts :**

Le flux de dépôts de dossiers se contracte pour la 3<sup>e</sup> année consécutive, à un rythme qui s'accélère (- 18 % en 2018 contre - 7 % en 2017). Cette baisse est plus sensible que celle constatée dans le Grand Est (-11 %) et au plan national (- 9 %). La part de redépôts, 40,7%, est inférieure de 7 points à celle observée au niveau régionale et de 6 points par rapport au niveau national. L'importance des redépôts consécutifs à une suspension d'exigibilité des créances se réduit encore de 2 points (9,6 % en 2018 contre 11,9 % en 2017), s'écartant légèrement des données régionales (10 %) et nationales (12 %).

On note la présence d'un bien immobilier dans 15 % des dossiers déposés. Cette proportion est désormais très proche de celle observée aux niveaux régional et national.

**Recevabilité et orientation :**

La réduction des dépôts se retrouve dans le nombre de dossiers examinés qui se comprime de 11 %, dans les mêmes proportions qu'au régional et au national. La commission a rejeté 123 dossiers pour irrecevabilité en 2018 contre 168 dossiers en 2017, soit une diminution de 27 %. La proportion des dossiers orientés en rétablissement personnel, qui concernent les dossiers sans perspective d'amélioration de la situation financière des débiteurs, s'établit à 48 %, en augmentation de 6 points. La part des dossiers orientés vers un réaménagement de dettes se réduit symétriquement, revenant de 58% à 52%. Cette tendance est conforme à celle relevée aux niveaux régional et national.

Sans évolution sensible par rapport aux années précédentes, près d'un dossier sur deux (47.5 %) en Moselle ne présente ni patrimoine, ni capacité de remboursement.

<sup>1</sup> « Chaque commission établit un rapport d'activité annuel. Ce rapport fait état de données statistiques sur le nombre des dossiers traités ainsi que les mesures prises ou recommandées par la commission. Il précise la typologie de l'endettement présentée dans ces dossiers et les difficultés de toute nature rencontrées dans leur traitement. Les rapports d'activité des commissions sont transmis à la Banque de France qui en présente la synthèse dans le rapport mentionné à l'article L. 143-1 du code monétaire et financier. »

Conciliation / mesures imposées / mesures d'effacement de dettes :

Les nouvelles dispositions législatives sont entrées en vigueur début 2018. En phase avec les données nationales, la commission a donc vu la proportion des conciliations se restreindre de 4 points. En effet, la commission impose désormais des mesures en cas d'apurement total. A titre principal, les mesures imposées par la commission recouvrent des rétablissements personnels pour 41 % des dossiers et des réaménagements de dettes, avec ou sans effacement, pour 38 % des dossiers traités. La proportion de mesures imposées d'attente, sans effacement, consistant en un réaménagement ou une suspension d'exigibilité des créances s'établit à 8,6 % des dossiers contre 9,4 % dans le Grand Est et 9,2 % en France.

Les dossiers clôturés en cours de procédure se sont limités à 6 %, taux désormais en phase avec les données nationales.

Mesures pérennes et mesures provisoires :

Les solutions pérennes, c'est-à-dire les rétablissements personnels avec ou sans liquidation judiciaire, les plans conventionnels de redressement réglant la situation de surendettement et les mesures imposées avec ou sans effacement réglant la situation de surendettement, représentent un peu plus de 77 % des dossiers traités. Les reports de créances ne sont utilisés que dans le but de faciliter une transaction immobilière ou, beaucoup plus rarement, lorsque la situation du débiteur laisse une réelle perspective d'amélioration de la situation.

**RELATIONS DE LA COMMISSION ET DE SON SECRÉTARIAT  
AVEC LES AUTRES ACTEURS DE LA PROCÉDURE ET AVEC DES  
ORGANISMES TIERS**

| <b>Relations avec les parties prenantes de la procédure</b>   | <b>Nombre de réunions<sup>2</sup></b>                                   | <b>Objectif / Thème de la réunion</b>  |
|---|---|--|
| Tribunal ou greffe du tribunal  | 6   | La première réunion s'est tenue le 14/03/18 avec 20 personnes présentes (membres du secrétariat, commissaires et magistrats).<br><br>Cinq autres réunions se sont tenues entre juin et août avec un magistrat de chaque tribunal du département, leurs greffiers et la responsable du service. Pour les tribunaux de Sarreguemines et St Avold, le directeur de l'antenne économique de Sarreguemines était également présent. |
| Commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX)                                   | Néant   | Le secrétariat a régulièrement répondu aux sollicitations ponctuelles de la CCAPEX.  |
| Organismes et les travailleurs sociaux (organismes à caractère social, CAF, FSL)  | <i>3 réunions<br/>11 travailleurs sociaux<br/>assimilés rassemblés</i>  | Informations sur le surendettement, les nouvelles dispositions législatives, les droits d'accès et les fichiers, l'inclusion bancaire. Présentation d'un diaporama servant ensuite de base aux échanges sur les questions d'ordre général (les étapes de la procédure, quelques cas pratiques, etc...).  |
| Rencontre avec l'UNCCAS dans le cadre de la convention nationale  | <i>10 réunions<br/>80 travailleurs sociaux<br/>assimilés rassemblés</i> | Signature d'une convention de partenariat le 20/06/18 avec l'UDCCAS de Moselle, notamment pour proposer des actions d'information et de formation régulières à l'attention de tous les CCAS de Moselle   |
| Associations de défense des consommateurs et des familles, caritatives ou d'aide aux personnes en difficulté financière | <i>9 réunions<br/>42 travailleurs sociaux<br/>assimilés rassemblés</i>  | Signature d'une convention de partenariat avec l'UDAF le 06/11/18, notamment pour proposer des actions d'information et de formation régulières à l'attention de leurs travailleurs sociaux.   |
| Autres parties prenantes : Établissements de crédit de la place, huissiers, chargés de recouvrement, bailleurs...       | <i>3 réunions<br/>36 travailleurs sociaux<br/>assimilés rassemblés</i>  | Informations sur le surendettement, les nouvelles dispositions législatives, les droits d'accès et les fichiers, l'inclusion bancaire et le cas échéant sur le rôle des créanciers.  |
| Autres actions de concertation, d'information ou de formations effectuées (éducation nationale...)                      | <i>7 réunions<br/>42 enseignants et 222<br/>élèves</i>                  | Interventions devant deux classes de 4 <sup>e</sup> pour la présentation du jeu « mes questions d'argent »<br><br>Interventions devant quatre classes de 3 <sup>e</sup> d'un collège REP sur la gestion du budget.<br><br>Intervention devant des enseignants de SES sur le surendettement et l'inclusion bancaire (droit au compte).  |

<sup>2</sup> (organisées ou participation)

### **Relations avec les Tribunaux :**

L'objectif de cette concertation visait à échanger entre magistrats et commissaires, par un jeu de questions-réponses visant à mieux appréhender les logiques et points de vue de chacun.

Les réunions bilatérales ont eu pour but d'informer les magistrats sur le déploiement du portail d'échanges avec les tribunaux et son fonctionnement. Par ailleurs, un point précis des stocks de dossiers en cours d'instruction dans les tribunaux a été réalisé.

### **Relations avec la commission de coordination des actions de prévention des actions d'expulsion (CCAPEX) :**

Les deux commissions ont coopéré pour prévenir ou suspendre plus efficacement les actions d'expulsions des ménages surendettés.

Le secrétariat de la commission dispose d'un contact auprès de la CCAPEX afin de mettre en place une coopération entre les deux services lorsque cela s'avère utile pour prévenir ou suspendre plus efficacement les actions d'expulsion des ménages surendettés. Chaque mois, le secrétariat a adressé un fichier des dossiers recevables comportant une dette de loyer. Cependant, en lien avec le ministère du logement, la convention nationale a été dénoncée au 30/10/18 dans le but d'adapter les outils d'échanges au Règlement Général de Protection des Données à la fin de trêve hivernale.

### **Relations avec les organismes et les travailleurs sociaux :**

23 sessions de formation et d'information, stages pratiques organisés au sein du secrétariat ont été organisés au profit de 189 travailleurs sociaux et assimilés.

Plusieurs rendez-vous ont permis le rapprochement avec le conseil départemental dans le but de signer une convention de partenariat, qui devrait intervenir en début d'année 2019.

# PRINCIPALES DIFFICULTÉS RENCONTRÉES DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA PROCÉDURE

## Principales difficultés rencontrées quant à l'application de dispositions de la procédure

La méconnaissance de la coordination entre procédure collective et procédure de surendettement des particuliers impacte les catégories suivantes :

- Les anciens professionnels indépendants n'ayant pas bénéficié d'une liquidation judiciaire et pour lesquels des dettes professionnelles persistent,
- Les débiteurs ayant une double activité salariée et indépendante,
- Les micro-entrepreneurs.

Ce type de situation n'est pas éligible à la procédure de surendettement des particuliers et prive donc ces débiteurs du bénéfice de la procédure.

## Principales difficultés rencontrées au regard de la situation des personnes surendettées

Les difficultés rencontrées sont semblables à celles relevées l'an dernier.

Les débiteurs ayant une double activité salariée et indépendante se retrouvent exclus de la procédure, alors même que la part du revenu de l'activité indépendante est parfois très faible. En effet, la loi prévoit d'abord dans un tel cas le recours à une procédure collective, sans notion de prorata.

La méconnaissance de la procédure de la part des particuliers (débiteurs et créanciers) génère de nombreux appels téléphoniques chronophages. De même, le manque d'accompagnement des débiteurs provoque des redépôts, qui auraient pu être évités si les mesures étaient expliquées (problèmes de compréhension des courriers).

Un accompagnement et un suivi budgétaire des personnes surendettées sont sollicités de façon régulière. Cependant, la commission est dans l'incapacité de savoir si le suivi demandé est réellement mis en place par le débiteur, sauf, éventuellement, dans le cas où celui-ci sollicite un redépôt. En effet, l'article L712-9 du code de la consommation dispose qu'« à tout moment de la procédure, si la situation du débiteur l'exige, la commission l'invite à solliciter une mesure d'aide ou d'action sociale qui peut comprendre un programme d'éducation budgétaire, et notamment une mesure d'accompagnement social personnalisé, dans les conditions prévues par le livre II du code de l'action sociale et des familles ».

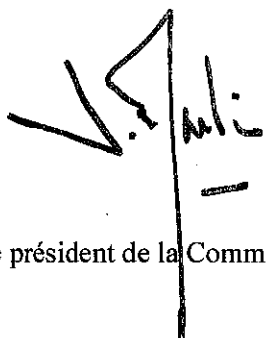
C'est donc bien au débiteur de faire cette démarche. En conséquence, il n'appartient pas à la commission de s'assurer de la mise en place de ce suivi.

## Principales difficultés rencontrées auprès des créanciers ou avec d'autres acteurs de la procédure

Certains échanges dématérialisés avec les grands créanciers sont encore laborieux et chronophages. Des formations et des échanges d'informations se sont mis en place afin d'améliorer cette situation.

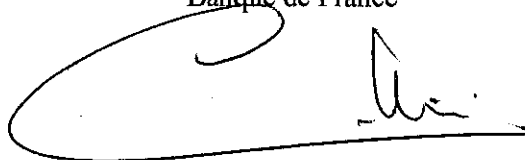
A Metz, le 12 février 2019

M. MARTIN Didier  
Préfet de la Moselle



Le président de la Commission

M. CAMILLINI Denis  
Directeur départemental  
Banque de France



Le secrétaire de la Commission

**ANNEXE N°1 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ**  
**DONNÉES D'ACTIVITE 2018**

| Indicateurs  | 2017  | 2018  | variation<br>2018/2017<br>(en %) |
|--|-------|-------|----------------------------------|
| Dossiers déposés   | 2293  | 1876  | -18,2%                           |
| Proportion de dossiers déposés avec bien immobilier  |       | 15,2% |                                  |
| Proportion de redépôts (sur 12 mois à fin septembre)   | 42,2% | 40,7% |                                  |
| Proportion de redépôts consécutifs à une suspension d'exigibilité des créances (sur 12 mois à fin septembre)                               | 11,9% | 9,6%  |                                  |
| Dossiers décidés recevables par la commission  | 2053  | 1823  | -11,2%                           |
| Dossiers décidés irrecevables par la commission  | 168   | 123   | -26,8%                           |
| Dossiers orientés par la commission  | 2076  | 1849  | -10,9%                           |
| Proportion de dossiers orientés par la commission avec une capacité de remboursement négative et absence de bien immobilier                |       | 47,5% |                                  |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers un rétablissement personnel sans liquidation judiciaire (RP sans LJ)                | 40,2% | 46,0% |                                  |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers une procédure de rétablissement personnel avec liquidation judiciaire (PRP avec LJ) | 1,5%  | 2,0%  |                                  |
| Proportion de dossiers orientés par la commission vers un réaménagement de dettes  | 58,2% | 52,0% |                                  |
| Dossiers traités par la commission (A+B+C+D+E+G)   | 2199  | 2472  | 12,4%                            |
| Proportion de dossiers clôturés (y compris constats de non accord qui n'ont pas fait l'objet d'une ouverture des mesures) (A)              | 8,4%  | 6,6%  |                                  |
| Proportion de dossiers décidés irrecevables (B)  | 7,6%  | 5,0%  |                                  |
| Proportion de mesures imposées suite RP sans LJ (C)  | 35,8% | 41,2% |                                  |
| Proportion d'accords débiteur sur PRP avec LJ (D)  | 1,2%  | 1,1%  |                                  |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs (E)  | 11,6% | 7,6%  |                                  |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs réglant la situation de surendettement (F)                                   | 7,9%  | 5,1%  |                                  |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs d'attente (consistant en un réaménagement ou un report des dettes)           | 3,7%  | 2,5%  |                                  |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement (G)  | 34,6% | 38,6% |                                  |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement réglant la situation de surendettement (H)                       |       | 30,0% |                                  |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel réglant la situation de surendettement  |       | 17,1% |                                  |
| Proportion de mesures imposées d'attente sans effacement (consistant en un réaménagement ou une suspension d'exigibilité des créances)     |       | 8,6%  |                                  |
| Proportion de solutions pérennes réglant la situation de surendettement (C+D+F+H)  |       | 77,3% |                                  |
| Dossiers jugés recevables à la suite d'un recours sur la décision d'irrecevabilité ou déchéance  |       | 26    |                                  |
| Dossiers jugés irrecevables à la suite d'un recours sur la décision de recevabilité  |       | 19    |                                  |

## **STRUCTURE DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION**

| <b>Indicateurs</b>   | <b>Données commission</b> | <b>Données région</b> | <b>Données nationales</b> |
|--|---------------------------|-----------------------|---------------------------|
| Proportion de dossiers décidés irrecevables*                               | 5,0%                      | 5,0%                  | 4,6%                      |
| Proportion de mesures imposées suite RP sans LJ*                           | 41,2%                     | 41,9%                 | 41,5%                     |
| Proportion de plans conventionnels de redressement définitifs*             | 7,6%                      | 7,6%                  | 7,7%                      |
| Proportion de mesures imposées avec effacement partiel ou sans effacement* | 38,6%                     | 37,8%                 | 38,5%                     |
| Proportion de solutions pérennes réglant la situation de surendettement*   | 77,3%                     | 76,2%                 | 76,6%                     |

\*en % de dossiers traités

**ANNEXE N° 2 DU RAPPORT D'ACTIVITÉ**  
**TYPOLOGIE DE L'ENDETTEMENT**

| Nom géographique | Type de dettes                        | Encours des dettes en milliers € | Nombre de situations recevables | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Part des situations concernées | Endettement médian en € | Nombre médian de dettes par situation |
|------------------|---------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| Moselle          | <b>Dettes financières</b>             | <b>59 057</b>                    | <b>1 598</b>                    | <b>7 134</b>     | <b>75,2%</b>                   | <b>86,6%</b>                   | <b>14 805</b>           | <b>4,0</b>                            |
|                  | <i>dont dettes immobilières</i>       | 27 376                           | 270                             | 446              | 34,8%                          | 14,6%                          | 87 196                  | 1,0                                   |
|                  | <i>dont dettes à la consommation</i>  | 30 350                           | 1 437                           | 5 624            | 38,6%                          | 77,8%                          | 12 973                  | 3,0                                   |
|                  | <i>dont autres dettes financières</i> | 1 330                            | 864                             | 1 064            | 1,7%                           | 46,8%                          | 750                     | 1,0                                   |
|                  | <b>Dettes de charges courantes</b>    | <b>8 977</b>                     | <b>1 480</b>                    | <b>6 206</b>     | <b>11,4%</b>                   | <b>80,2%</b>                   | <b>3 675</b>            | <b>3,0</b>                            |
|                  | <b>Autres dettes</b>                  | <b>10 545</b>                    | <b>1 067</b>                    | <b>2 362</b>     | <b>13,4%</b>                   | <b>57,8%</b>                   | <b>1 846</b>            | <b>2,0</b>                            |
|                  | <b>Endettement global</b>             | <b>78 579</b>                    | <b>1 846</b>                    | <b>15 702</b>    | <b>100,0%</b>                  | <b>100,0%</b>                  | <b>19 507</b>           | <b>8,0</b>                            |

| Nom géographique | Type de dettes                        | Encours des dettes en milliers € | Nombre de situations recevables | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Part des situations concernées | Endettement médian en € | Nombre médian de dettes par situation |
|------------------|---------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| Grand-Est        | <b>Dettes financières</b>             | <b>381 130</b>                   | <b>10 359</b>                   | <b>45 653</b>    | <b>75,9%</b>                   | <b>84,9%</b>                   | <b>14 093</b>           | <b>3,0</b>                            |
|                  | <i>dont dettes immobilières</i>       | 179 716                          | 1 849                           | 3 071            | 35,8%                          | 15,2%                          | 84 347                  | 1,0                                   |
|                  | <i>dont dettes à la consommation</i>  | 193 212                          | 9 196                           | 35 527           | 38,5%                          | 75,4%                          | 12 225                  | 3,0                                   |
|                  | <i>dont autres dettes financières</i> | 8 202                            | 5 768                           | 7 055            | 1,6%                           | 47,3%                          | 711                     | 1,0                                   |
|                  | <b>Dettes de charges courantes</b>    | <b>60 158</b>                    | <b>10 071</b>                   | <b>42 611</b>    | <b>12,0%</b>                   | <b>82,6%</b>                   | <b>3 553</b>            | <b>4,0</b>                            |
|                  | <b>Autres dettes</b>                  | <b>60 639</b>                    | <b>7 195</b>                    | <b>16 248</b>    | <b>12,1%</b>                   | <b>59,0%</b>                   | <b>1 630</b>            | <b>2,0</b>                            |
|                  | <b>Endettement global</b>             | <b>501 927</b>                   | <b>12 197</b>                   | <b>104 512</b>   | <b>100,0%</b>                  | <b>100,0%</b>                  | <b>18 439</b>           | <b>8,0</b>                            |



| Nom géographique      | Type de dettes                        | Encours des dettes en milliers € | Nombre de situations recevables | Nombre de dettes | Part dans l'endettement global | Part des situations concernées | Endettement médian en € | Nombre médian de dettes par situation |
|-----------------------|---------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------|------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------|---------------------------------------|
| France métropolitaine | <b>Dettes financières</b>             | <b>4 925 046</b>                 | <b>128 335</b>                  | <b>600 838</b>   | <b>74,6 %</b>                  | <b>86,8 %</b>                  | <b>14 884</b>           | <b>4,0</b>                            |
|                       | <i>dont dettes immobilières</i>       | <i>2 321 153</i>                 | <i>21 505</i>                   | <i>37 583</i>    | <i>35,2 %</i>                  | <i>14,5 %</i>                  | <i>93 503</i>           | <i>1,0</i>                            |
|                       | <i>dont dettes à la consommation</i>  | <i>2 493 589</i>                 | <i>115 651</i>                  | <i>474 476</i>   | <i>37,8 %</i>                  | <i>78,2 %</i>                  | <i>12 734</i>           | <i>3,0</i>                            |
|                       | <i>dont autres dettes financières</i> | <i>110 304</i>                   | <i>70 537</i>                   | <i>88 579</i>    | <i>1,7 %</i>                   | <i>47,7 %</i>                  | <i>800</i>              | <i>1,0</i>                            |
|                       | <b>Dettes de charges courantes</b>    | <b>818 332</b>                   | <b>120 167</b>                  | <b>484 522</b>   | <b>12,4 %</b>                  | <b>81,3 %</b>                  | <b>3 507</b>            | <b>3,0</b>                            |
|                       | <b>Autres dettes</b>                  | <b>854 730</b>                   | <b>82 524</b>                   | <b>184 380</b>   | <b>13,0 %</b>                  | <b>55,8 %</b>                  | <b>1 696</b>            | <b>2,0</b>                            |
|                       | <b>Endettement global</b>             | <b>6 598 108</b>                 | <b>147 853</b>                  | <b>1 269 740</b> | <b>100,0 %</b>                 | <b>100,0 %</b>                 | <b>19 426</b>           | <b>8,0</b>                            |

